

# Les journalistes de la rédaction de Sud Ouest en grève

*Bordeaux, le mardi 20 juin 2023*

Les journalistes de la rédaction de Sud Ouest, réunis ce mardi 20 juin 2023 en assemblée générale du personnel, ont voté, à la majorité des salariés présents sur place ou connectés depuis les agences, un arrêt de travail à effet immédiat, à partir de 14 heures, jusqu'à la fin des services.

Cette grève est une réponse aux mesures annoncées par la direction lors de la commission économique du CSE du 15 juin afin de répondre, selon le directeur général Nicolas Sterckx, à la « situation dégradée » de l'entreprise.

Ces mesures concernent notamment une réduction de la masse salariale, qui aura un effet néfaste sur les conditions et la qualité de travail des journalistes. Ces éléments surviennent après des années de coupes dans la rédaction, qui fonctionne aujourd'hui et depuis de très longues années avec des effectifs précaires, sans lesquels la mission d'information du titre ne pourrait être assurée. Les mesures économiques de la direction générale témoignent de sa méconnaissance du fonctionnement au quotidien de notre rédaction, au siège ou en agences.

Cela a été vécu comme du mépris à l'encontre des journalistes, mais aussi comme une stratégie économique mortifère. On s'attaque là au cœur de l'activité de Sud Ouest : or, c'est bien la rédaction qui crée la toute première valeur - l'information. C'est l'information qui doit être au cœur de la stratégie de l'entreprise, et plus largement du groupe, ce que nous n'avons pas vu jusqu'à présent.

Faire payer un journal plus cher avec un contenu amoindri nous apparaît contradictoire avec l'objectif affiché par la direction de conquête de lecteurs et abonnés. D'autant que ces mesures s'accompagnent d'un gel des investissements.

La rédaction s'est donc mise en grève pour le retrait immédiat de ces mesures pesant sur la « masse salariale ». Elle demande que se dessine enfin une stratégie d'investissement pérenne à laquelle les journalistes veulent être associés. Stratégie qui doit passer au préalable par une remise à plat des organisations, tous services confondus, et qui doit s'adosser sur un projet éditorial partagé et jusqu'ici impensé.

Les journalistes mobilisés sont bien conscients des graves difficultés du secteur et de l'entreprise, mais les solutions de la direction consistant à baisser les ambitions éditoriales ne sont pas économiquement tenables.

La direction doit mesurer à quel point cette mobilisation, à laquelle se sont associés notamment des personnels administratifs, est historique. Nous demandons que le directeur général de la Sapeso reçoive une délégation de la rédaction dans les plus brefs délais.

*NB : ce message est envoyé par la boîte mail du SNJ, mais il est écrit par un collectif de journalistes grévistes réunis ce jour.*